



ISSN: 0975-833X

Available online at <http://www.ijournalcra.com>

International Journal of Current Research
Vol. 12, Issue, 04, pp. 11066-11073, April, 2020

DOI: <https://doi.org/10.24941/ijcr.38309.04.2020>

INTERNATIONAL JOURNAL
OF CURRENT RESEARCH

RESEARCH ARTICLE

PROFIL ENVIRONNEMENTAL ET RISQUES SANITAIRES DANS LES QUARTIERS PRÉCAIRES URBAINS: CAS DE KOUMASSI CAMPMENT ET BORIBANA DANS LE DISTRICT D'ABIDJAN (CÔTE D'IVOIRE)

Vincent Kouassi MOUROUFIE^{1, 3,*}, Oleh KAM³ and Marie Laure KOUASSI^{2,3}

¹Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS)

²Centre Ivoirien d'Anti-Pollution, Ministère de l'Environnement (CIAPOL)

³Institut d'Ethno-Sociologie (IES) de l'Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan Cocody

ARTICLE INFO

Article History:

Received 29th January, 2020

Received in revised form

15th February, 2020

Accepted 18th March, 2020

Published online 30th April, 2020

Key Words:

Actual and Effective Symphysis,
Mandibular Rotation, Cephalometry.

ABSTRACT

L'objectif de cet article vise à travers le profil environnemental des quartiers de Koumassi Campement et Boribana à cerner les risques sanitaires et leur effet sur les populations. L'étude s'appuie sur la démarche qualitative qui combine les recherches bibliographiques, l'observation et les entretiens avec les acteurs-clé du système (Populations, acteurs civils et acteurs étatiques). Pour l'analyse des données, les méthodes compréhensive et systémique ont été mobilisées. Au total, 68 personnes ont été interrogées dont 36 à Koumassi-campement (Koumassi) et 32 à Boribana (Attécoubé). Sur la base des 68 individus, un chef de village/quartier et un notable ont été interrogés par localité (4), deux représentants de l'association des jeunes et des femmes (4), 48 chefs de ménage dont 27 à Koumassi-campement et 21 à Boribana, ainsi que 12 représentants des institutions étatiques (District ; Mairie ; ministère de l'urbanisme ; ministère de la salubrité de l'environnement et du développement durable ; le ministère de la santé ; l'ONAD) ont été interrogés à l'aide de guide d'entretien. Le choix des 12 représentants étatiques s'est fait sur le principe de deux (2) représentants par institutions. C'est-à-dire (2) représentants du District ; (2) représentants de la Mairie ; (2) représentants du ministère de l'urbanisme ; (2) représentants du ministère de la salubrité de l'environnement et du développement durable ; (2) représentants du ministère de la santé ; (2) représentants de l'ONAD. Les résultats de l'étude sont de trois ordres : D'abord, la perception de l'environnement par les populations, ensuite les comportements à risque des populations et enfin la vulnérabilité et la résilience de ces populations.

Copyright © 2020, Vincent Kouassi MOUROUFIE et al. This is an open access article distributed under the Creative Commons Attribution License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Citation: Vincent Kouassi MOUROUFIE, Oleh KAM and Marie Laure KOUASSI. 2020. "Profil environnemental et risques sanitaires dans les quartiers précaires urbains: cas de koumassi campement et boribana dans le district d'abidjan (Côte d'Ivoire)", *International Journal of Current Research*, 12, (04), 11066-11073.

INTRODUCTION

L'accès à l'eau potable et à l'assainissement représente un combat quotidien pour des centaines de milliers de citadins qui vivent principalement dans les pays en développement (Hinrichsen *et al.*, 2002 ; Chapitoux *et al.*, 2002). A ce propos, selon un rapport de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS, 2006) 1,1 milliards de personnes soit 17% de la population mondiale n'ont pas accès à de l'eau potable et 2,6 milliards soit 42% de la population mondiale n'ont pas accès à un assainissement adéquat. La majorité de ces citadins vivent dans des quartiers précaires dépourvus d'eau courante et de systèmes d'assainissement adéquats, ce qui constitue des menaces pour leur santé (UNESCO, 2003).

De nombreux ménages urbains ont recours aux méthodes traditionnelles pour leur approvisionnement en eau et à l'assainissement autonome pour l'évacuation des excréta. Des milliers de personnes souffrent chaque jour des maladies diarrhéiques, du paludisme, des infections parasitaires intestinales débilitantes et d'autres maladies causées par des insectes (Sattethwaite, 1996; OMS, 2006). L'inefficacité des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans ces quartiers précaires est due entre autre à l'occupation anarchique des sols, à l'extrême pauvreté des populations et à l'insuffisance des moyens financiers de la part des pouvoirs publics (UN-Habitat, 2001). En effet, les quartiers précaires ou quartiers spontanés, établis sans aucune planification accusent un manque criard en voie de desserte permettant d'accéder à leurs seins. Ce sont généralement des quartiers densément peuplés et occupés de façon anarchique sans aucune planification préalable. Or, l'approvisionnement en eau ainsi que le ramassage des déchets ménagers suit le réseau auquel ils s'y accommodent généralement. Ainsi, la gestion de l'insalubrité, des eaux usées et de l'environnement est un problème de gouvernance urbaine et environnementale pour l'état de Côte d'Ivoire. Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire n'échappe pas à cette réalité. En effet, elle possède de nombreux atouts économiques (port, aéroport, usines, etc.) qui contribuent énormément au développement des transactions

*Corresponding author: Vincent Kouassi MOUROUFIE,

¹Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS).

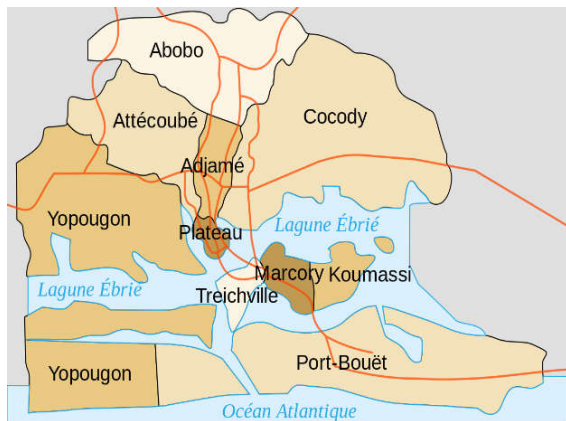
³Institut d'Ethno-Sociologie (IES) de l'Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan Cocody.

commerciales sous régionales et même internationales. Il s'ensuit une forte pression démographique, marquée à la fois par un taux de natalité élevé (4%), un important déplacement des populations de l'arrière-pays vers la métropole et un flux d'immigrants (6%) toujours croissant (Zoro, 2001). Parmi les problèmes sociaux, que connaît l'agglomération d'Abidjan, dont l'urbanisation incontrôlée porte de graves préjudices à la qualité de vie dans les quartiers défavorisés. Les populations qui résident dans les quartiers précaires ont des revenus très bas pour pouvoir prétendre à un branchement au réseau d'adduction d'eau potable et à des installations adéquates d'assainissement. Les communes de Koumassi et d'Attécoubé dans la ville d'Abidjan ne sont pas en marge de cette situation car l'insalubrité dans ces localités se pose avec acuité. Dans ces communes, l'insalubrité ne fait que s'agrandir avec la prolifération de l'habitat précaire, l'absence et l'inefficacité des systèmes d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales ainsi que la collecte et l'élimination des déchets solides. Cela rend ainsi difficile la vie des citoyens en matière d'assainissement, bien qu'il s'agisse d'un service nécessaire et vital non seulement pour le bien être des citoyens, mais également pour la bonne marche et l'efficacité de l'économie urbaine. Cette insalubrité est devenue si critique et elle constitue une réelle menace pour l'environnement et la santé des populations que le Gouvernement s'est engagé à travers les Ministères de la ville et de la salubrité urbaine, de la Santé et de l'Hygiène Publique et de l'environnement à assainir ces communes de la ville d'Abidjan. Malgré toutes les actions d'assainissement mises en place par ces organismes gouvernementales dans ces communes et l'appui financier de la banque mondiale pour l'enlèvement des dépôts anarchiques dans le district d'Abidjan, l'insalubrité persiste toujours et devient de plus en plus alarmant. Toute chose qui amène à nous interroger sur le profil environnemental des quartiers précaires de Koumassi-Campement et Boribana en vue de cerner les risques sanitaires et leur effet sur les populations.

METHODE

1.1.Site de l'étude

L'étude a eu lieu dans la ville d'Abidjan plus précisément dans les communes de Koumassi et d'Attécoubé (voir carte 1).



Carte 1: Commune d'Abidjan

1.2. Récolte des données: Pour sa réalisation, cette étude mobilise l'approche qualitative qui repose sur l'analyse de contenu. Cette dernière s'appuie également sur des données documentaires, d'observation et d'enquêtes de terrain. A cet effet, des guides d'entretien individuels et collectifs (Focus group) ont été utilisés dans l'enquête de terrain pour la collecte de l'information. En effet, il s'agit de l'utilisation du guide d'entretien individuel et focus group ciblant un échantillon de la population (femmes, hommes et jeunes) appartenant aux quartiers Koumassi-campement et Boribana ainsi que des entretiens individuels avec les représentants des entités étatiques (Le Ministère de la construction et du logement, de l'assainissement et de l'urbanisme ; le Ministère de la salubrité de l'environnement et du

développement durable ; le Ministère de la santé, les représentants des Mairies de ces quartiers). L'échantillon de l'étude a été élaboré par la méthode non probabiliste qui implique l'utilisation d'un échantillonnage raisonné où le chercheur sélectionne un échantillon qui paraît typique à la population cible des personnes enquêtées. La méthode par saturation a permis d'identifier le nombre total des enquêtés qui s'élève à 68 personnes. Les critères qui ont orienté ce choix concernent les chefs de ménages enquêtés. Par ailleurs, tous les acteurs intervenants dans la gestion de l'assainissement de l'environnement et la qualité de vie des populations sont également ciblés dans l'échantillon.

Analyse Et Interpretation Des Donnees: Les analyses compréhensive et systémique ont été mobilisées dans le cadre de cette étude. L'usage de la méthode compréhensive permet d'appréhender la perception des populations sur les problèmes d'environnementaux et de santé des populations ainsi que le dispositif de mise en œuvre de la politique environnementale d'aménagement. Ainsi, l'approche compréhensive permet de mieux cerner la perception des populations par rapport à la gestion de l'environnement des quartiers de Koumassi-campement et Boribana respectivement dans les communes de Koumassi et Attécoubé. Au-delà, elle a permis de mieux saisir la différence de comportement face à la gestion de l'environnement plus précisément des déchets chez les habitants des deux quartiers (Koumassi-Campement et Boribana). Quant à l'approche systémique, elle a permis d'analyser l'ensemble complexe des problèmes environnementaux rencontrés dans les communes étudiées en vue de planifier des stratégies. Pour ce faire, l'analyse systémique a servi à la compréhension du fonctionnement du système de gestion et d'enlèvement des déchets ménagers par les populations et les structures d'assainissements en vue de percevoir les limites.

2. RESULTATS

2.1. Perception de l'environnement: Les populations remarquent plusieurs problèmes au niveau de l'environnement dans leurs milieux respectifs. En effet, le manque d'hygiène, la qualité de l'assainissement environnemental regroupent en général la perception des enquêtés sur les problèmes de pollution environnementaux rencontrés.

2.1.1. Les alentours des maisons comme un dépotoir: Les populations du quartier Boribana et Koumassi-Campement considèrent leur environnement comme un dépotoir (Photo 1). Les affirmations ci-dessous de K.M., chef de ménage de Koumassi Campement l'attestent:

« Souvent on voit des gens verser les ordures en pleine rue sans se soucier de quelqu'un pourtant cela n'est pas bon. A Koumassi Campement ici, les gens ne respectent pas leur environnement. C'est devenu normal de déverser les ordures dans les caniveaux, derrière les maisons... » (Interview réalisée en 2018).

S.D., une commerçante de Boribana ajoute :

« ...En ce qui concerne l'environnement de notre quartier, moi je pense aux rues sales, aux caniveaux remplis. Tout cela est provoqué par les ordures et eaux usées qui sont versés. Tout cela à cause du comportement des habitants de Boribana qui pensent que les rues ou derrière les habitations sont faites pour stocker les ordures » (Entretien réalisé en 2018).

De ces propos, il ressort que les populations sont conscientes de leur environnement dégradé et insalubre. Cet état de l'environnement dénote de l'action anthropique de certaines personnes par rapport à leur environnement.



Sources: Enquête 2018

Photo 1. Alentour de maisons rempli de déchets (solides et liquides) déversés par les populations Cliché: Juin 2018

2.1.2. Les caniveaux comme lieu d'évacuation des déchets solides et des eaux usés: Les sachets plastiques proviennent des activités économiques et les déchets solides et liquides sont déversés dans les caniveaux. Les propos de K.L., commerçante à Koumassi-Campement l'attestent:

«Les caniveaux à ciel ouvert dégagent des odeurs nauséabondes et bouchés à cause des ordures, les dépôts anarchiques des ordures, et les eaux usées issus des ménages sont les principales raisons de pollution de l'environnement à Koumassi-Campement, les commerçants polluent beaucoup la zone... vraiment je ne comprends pas leur caractère» (Entretien réalisé en 2018).

D.L., Un chef de ménage de Boribana renchérit:

«... C'est surtout les femmes commerçantes qui produisent assez de déchets telles que le commerce de poissons, de

produit vivrier au petit marché qui refusent d'aller verser les ordures dans les endroits indiqués. Mais, elles préfèrent déverser les ordures dans les caniveaux, dans la rue. Aussi, les canalisations d'eaux usées débouchent directement dans les rues. C'est pourquoi Borobana est sale» (Interview réalisé en 2018).

De là, il ressort que les types de pollution de l'environnement varient en fonction des deux communes. L'environnement est pollué en fonction des activités pratiquées par les populations dans les deux quartiers. Ainsi, Boribana est plus pollué par les activités économiques en particulier contrairement à Koumassi Campement dont l'environnement est dégradé en majorité par les déchets ménagers.

2.2. Comportement à risque des populations: Les comportements à risques se résument à l'évacuation des déchets ménagers solides et des eaux usées.

2.2.1. Risque d'évacuation des déchets ménagers solides: Les populations adoptent des pratiques qui participent à l'insalubrité des rues et par conséquent agissent sur leur santé. Ces populations préfèrent se débarrasser des ordures dans les rues. Les témoignages de R.M., chef de ménage de de Boribana le dévoile :

« ... Des ordures solides sont déversées autour des maisons et dans les rues et les caniveaux par les ménagères qui s'en foutent des conséquences sur notre santé. L'environnement ne leur dit rien car elles salissent les rues sans avoir de remords. Cet état insalubre provoque des maladies. Sachez qu'on a eu des cas de contaminations graves ici. Les enfants sont fréquemment la diarrhée et le paludisme ; d'autres ont régulièrement la fièvre typhoïde»(Entretien réalisée en 2017).

Dans le même sillage d'idée, S.I., un jeune du quartier de Koumassi Campement stipule:

« Les poubelles sont transportées et jetées par les gens en pleine rue. Pourtant, les rues sont les lieux privilégiés des enfants. Souvent, nous-mêmes les adultes on sort pour prendre de l'air, mais l'air est pollué par les ordures déversés dans les rues, ce qui nous donne souvent des maladies» (Interview réalisée en 2018).

Ces propos montrent que la rue, les caniveaux et les alentours des habitations sont considérés par les populations comme des lieux de rejets des ordures domestiques. Les populations avec ces pratiques à risque mettent en danger les populations vivantes dans ces endroits. Elles sont vulnérables et ce, à cause la récurrence des maladies infectieuses.

2.2.2. Risque d'évacuation des eaux usées: Le déficit d'assainissement est occasionné par le comportement des populations vis-à-vis de leur cadre de vie (Photo2). Cela est justifié dans les propos ci-après de K.F., un chef de ménage de Koumassi-Campement en ces termes:

« La plupart du temps, les femmes déversent leurs eaux usées dans les rues. Les activités économiques et de ménage des populations génèrent aussi beaucoup de déchets liquides qui jonchent les rues, bouchent les caniveaux. Les eaux usées provenant de la lessive, de la vaisselle ou de la cuisine sont rejetées dans les caniveaux et les rues » (Entretien réalisé en 2018).



Sources : Enquête 2018

Photo 2. Rue sans canalisation remplie de déchets et présence des enfants tout près des ordures Cliché: Août 2018

Dans cette perspective, M.K, Président des jeunes de Boribana affirme:

« ...Ici, à Attécoubé précisément à Boribana, les WC et les toilettes ne disposent pas de fosses septiques donc nous on verse les eaux usées dans les rues à travers de petits déversoirs que nous avons créé nous-mêmes qui partent des cours vers les rues...Même si l'Etat ou la mairie n'ont pas réalisé des infrastructures adaptées par endroits, il faut dire tout de même que la population exagère aussi. » (Interview réalisée en 2018).

De ces propos, il ressort que la situation de l'assainissement de l'environnement reste négligée par les populations riveraines. En effet, l'espace de l'environnement est marqué par une

importante insalubrité. Les rues sont transformées par les populations en déversoirs pour servir de lieux d'évacuation quotidienne d'eaux usées. Dans ces quartiers, aucun système d'évacuation des eaux usées n'est construit de manière moderne.

2.3. RESILIENCE FACE A LA VULNERABILITE

2.3.1. Vulnérabilité des populations: La prolifération dans les rues des dépôts sauvages d'ordures ménagères, la stagnation des eaux usées témoignent de l'absence de système de drainage des eaux usées, de l'insuffisance des systèmes de ramassage et d'évacuation des ordures ménagères. Tout cela renforce la gravité de la situation sanitaire des populations vivant dans ces milieux précaires.

2.3.1.1. Rareté de canaux de drainage des eaux usées: Le déficit d'infrastructures adéquat pour évacuer les eaux usées afin de garder l'environnement propre contraint les populations à déverser les eaux usées dans les rues. Les témoignages de K.P., membre du comité des jeunes de Boribana le démontre:

« Le manque criard de matériel pour verser les eaux usées dans les quartiers précaires, amène les ménages à répandre leurs eaux de vaisselle, de wc et douche dans des trous creusés par eux-mêmes pour laisser passer l'eau. On est obligé de vivre avec ces eaux dans la rue, le plus souvent près des fenêtres de nos maisons » (Entretien réalisé en 2018).

Dans la même veine, C.R., un chef de ménage de Koumassi campement ajoute:

« Le décor de nos rues est triste, avec l'eau des ménages, des douches et w.c partout qui attire les moustiques. Le caractère de l'environnement nous empêche souvent d'inviter nos camarades et frères. Nous avons honte qu'ils voient la saleté qui nous entoure, car cela terni notre image et nous rend vraiment très inconfortable » (Interview réalisée en 2018).

Ici, il ressort que l'insuffisance du réseau de drainage, s'exprime par la stagnation des eaux sales dans les quartiers. Des espaces aménagés ou non, appelés déversoirs d'eaux usées sont alors choisis dans les rues par les populations pour servir des lieux d'évacuation quotidienne des eaux usées domestiques. Ces eaux se concentrent dans des dépressions circulaires ou rectangulaires des rues.

2.3.1.2. Insuffisance de système d'évacuation des ordures ménagères: L'environnement des quartiers précaires (Boribana et Koumassi campement) se caractérise également par des dépôts sauvages dans les rues et terrains vagues des quartiers. Cette situation est le signe d'une déficience de gestion des ordures ménagères. Cela se matérialise dans les propos de Y.F., membre du comité des jeunes de Boribana en ces termes:

« Regardez, vous ne voyez pas les ordures qui jalonnent les rues ? Tous les jours on essaie d'éviter que les populations versent les ordures mais sans succès. Quand on leur dit de ne pas verser, ils nous disent de leur donner un endroit pour le faire. Or, il n'y a pas assez de matériels pour contenir l'ensemble des ordures qui s'entassent souvent à côté des bacs à ordure... » (Entretien réalisé en 2018).

Monsieur A.K., chef de ménage de Koumassi campement complète:

«...l'absence de réceptacles d'ordures adéquats pour le quartier, le faible rythme de ramassage des ordures est un ensemble de problèmes qui nous rend vraiment impuissant même avec notre bonne volonté on ne peut rien. Quand tu ne sais pas où verser les ordures tu fais quoi, tu es obligé de verser dans la rue et ça envoie les mouches et autres bestioles qui nous rendent malade.....» (Entretien réalisé en 2018).

De ces propos ci-dessus, il est ressort qu'un système déficient d'élimination des déchets peut avoir pour conséquence l'augmentation des ordures, la prolifération des mouches et l'arrivée de vermines. Ce type de situation peut être cause de transmission de maladies.

2.3.1.3. Multiplication des maladies liées au profil de l'environnement insalubre: Les populations rencontrent des problèmes de santé qui sont liés à l'environnement malsain dans lequel ceux-ci vivent. Les propos de D.W., chef de ménage de Koumassi campement le témoignent:

« ...Mais quand la pluie cesse et l'eau diminue tous les ordures en amont s'entassent dans le caniveau en aval et ça attire les moustiques qui donnent des maladies. Souvent même, les enfants jouent dedans et ils sont infectés par les vers de guinées » (Entretien réalisé en 2018).

Monsieur A.F., une commerçante de Boribana ajoute :

« ...Le paludisme, la fièvre typhoïde et la toux sont des maladies qui s'attaquent à nous régulièrement à cause de l'environnement malsains. Pour cela on ne fait que dépenser dans l'achat des médicaments, vraiment ce n'est pas facile » (Interview réalisée en 2018).

Ces propos montrent que la qualité de l'environnement a un impact négatif au niveau sanitaire chez la population. Les populations sont soumises à des risques d'épidémies de maladies. Cela entraîne des dépenses supplémentaires pourtant la plupart de ces ménages sont pauvres et n'arrivent pas à subvenir à leurs besoins.

2.3.2. Résilience des populations face à leur vulnérabilité

2.3.2.1. Actions des chefs de quartiers: Les chefs de quartiers mènent des actions en vue de réduire la vulnérabilité des populations face aux risques liés à la pollution de l'environnement. Ainsi, à Boribana, le chef du quartier a délégué des jeunes pour entretenir le quartier par des opérations de nettoyage chaque dimanche et empêcher les gens de déverser les ordures en dehors des lieux réservés à cela. Mais, ces actions se sont soldées par un échec et sont stoppées. Cela à cause de l'absence de pouvoir contraignant du chef du village et des jeunes qui sont déférés par les populations. Les propos de I.P., le chef de quartier de Boribana l'attestent si bien :

«...Moi-même le chef du quartier j'ai réuni tout le monde pour dire de ne pas verser les ordures dans les rues ou hors des poubelles et j'ai désigné des jeunes pour s'en occuper. Mais qui m'écoute, chacun fait à sa tête. Parce que je n'ai pas vraiment une autorité pour sanctionner ceux qui versent les ordures... » (Entretien réalisé en 2017).

Dans le même sillage, L.P., chef de quartier de Koumassi Campement renchérit en ces termes:

«...Je suis fatigué de toujours prévenir les populations sur l'importance d'éviter de jeter les ordures et eaux usées dans les rues. Tout cela nous rend malade, mais certaines personnes mal intentionnées ne respectent pas mes consignes. Que voulez-vous que je fasse à part avertir sans agir. Le chef de quartier a des pouvoirs limités» (Interview réalisée en 2017).

Ces arguments mettent en exergue l'absence de pouvoir de coercition des autorités ou chefs de quartier sur leurs sujets. Ces chefs de quartier ne disposent pas de pouvoir d'actions contre les personnes qui salissent l'environnement. Ces chefs de quartier se limitent seulement dans leurs actions à la sensibilisation des populations sans pouvoir de sanction.

2.3.2.2. Actions des populations riveraines: Les populations s'organisent de leur côté pour essayer de lutter contre l'insalubrité dans les deux quartiers précaires (Borobana et Koumassi Campement). A cet effet, pour le nettoyage en général dans tout le quartier, les jeunes s'organisent entre eux de manière bénévole pour entretenir le quartier avec des outils à leur portée. Les ménages également s'organisent individuellement pour nettoyer devant chez eux. Mais, il n'y a pas une réelle volonté des populations à prendre soin de l'environnement car malgré les efforts pour maintenir l'environnement propre les problèmes persistent toujours. C'est ce qui ressort des assertions suivantes de G.K., un chef de ménage de Boribana en ces termes:

«...Souvent on nettoie le quartier et on débouche souvent les caniveaux pour l'évacuation des eaux usées. Chaque 6 mois on fait ça au moins une fois. Il n'a pas de moyens financiers et matériels pour le nettoyage. Alors, on prête le matériel aux gens de bonne volonté. Les moyens dont nous disposons pour la gestion des déchets de notre quartier sont des pelles et des râtaeux. Toutes ces actions diminuent pendant un certain temps la saleté mais après peu de temps on est submergé à nouveau d'ordure, car les populations continuent toujours de verser les ordures dans les caniveaux.» (Entretien réalisé en 2018).

Dans le même sens, les déclarations ci-dessous de G.P., chef de ménage de Koumassi campement le démontrent:

«... Avant, il y avait les camions qui passaient dans les quartiers pour ramasser les ordures. Aujourd'hui, ça n'existe plus et il n'y a pas de bacs à ordures à l'intérieur des quartiers. Le grand bac se trouve au marché ce qui ne facilite pas la tâche des ménages. Les gens se contentent de mettre les ordures à l'intérieur des sacs de riz de 25kg et 50kg ensuite ils acheminent cela au marché. Pour ceux qui ont les moyens, ils donnent de l'argent à des particuliers qui passent à domicile pour ramasser moyennant la somme de 100 à 200frs » (Interview réalisé en 2018).

De ce qui précède, il ressort que la gestion des déchets dans le ménage est faite sans précaution, de manière traditionnelle. Puisque, le matériel utilisé pour la conservation des ordures est vraiment rudimentaire. Souvent, des intermédiaires s'occupent de récupérer les ordures en échange d'argent. Toutes ces

actions suscitées menées par les populations sont quasi-insuffisantes pour lutter efficacement contre la qualité précaire de leur environnement.

3. DISCUSSION

Perception et conscience environnementale des populations

La plupart des populations locales sont conscientes que les conditions environnementales et sanitaires sont déplorable et insalubres à cause de leur agissement face à l'environnement. Pourtant, celles-ci continuent avec leurs pratiques contre environnementales qui nuisent à leur santé. De plus, certaines personnes rencontrées ne perçoivent pas les risques environnementaux liés à l'exposition anarchique des déchets solides et liquides, car la plupart d'entre elles affirment que la mauvaise gestion des déchets ne peut pas entraîner des maladies graves à part quelques maladies courantes: le paludisme, la fièvre. Ils ignorent les maladies respiratoires et les infections microbiennes liées à l'exposition en plein air des déchets. A cet effet, ces populations ne sont en aucun cas soucieuses de la préservation de leur cadre de vie. Cela se traduit par la présence presque partout dans les quartiers, de dépôts d'ordures à des endroits inappropriés, le déversement d'eaux usées ménagères sur les voies en pleine rues. Ainsi, les comportements, les agissements ou les pratiques de ces populations dénotent d'une véritable absence d'éducation à l'environnement et d'une conscience environnementale. Par ailleurs, d'autres pensent agir par contraintes sur leur environnement pour la dégrader à cause du manque d'infrastructure publique d'assainissement. Pour ce faire, les populations préconisent qu'un véritable plaidoyer soit mené auprès des autorités administratives et des bailleurs de fonds pour aider à asseoir un processus de changement de comportements par la mise en œuvre de projets de gestion communautaire (Ibrahim *et al.*, 2014). Les populations, dans leur majorité ont indiqué qu'elles avaient besoin de l'aide de la mairie pour apporter une contribution efficace à la préservation de l'environnement. Cela par une éducation aux bonnes pratiques d'hygiène ciblant prioritairement les écoles afin de susciter une conscience environnementale tant au niveau individuel que collectif. Les résultats sur les perceptions des populations par rapport à l'environnement se rapprochent de ceux de certains auteurs tels que Tonon (1997). Celui-ci souligne qu'une politique de gestion des déchets ne doit pas être seulement vue sous l'angle technique ou économique mais aussi sous d'autres paramètres tels que les caractéristiques de l'espace humain, les conditions socio-économiques, les valeurs culturelles, le contexte institutionnel que l'on doit prendre en compte.

Les comportements à risque des populations: Les comportements à risques des populations justifient l'insalubrité dans les quartiers précaires (Koumassi campement et Boribana). Au niveau des ménages par exemple, la plupart des femmes ménagères ne se soucient pas des lieux ou des poubelles dans lesquelles les déchets sont déposés. Il suffit de trouver un sac pour enfouir les déchets et les déposer quelque part ou les jeter simplement dans les caniveaux ou sur des dépotoirs créés par les habitants. Les populations de Koumassi campement utilisent à cet effet la lagune qui est contiguë à leur quartier comme un dépotoir quand le bac à ordures principal est plein. Ainsi, la lagune est le réceptacle de déchets issus des ménages et une destination naturelle de la plus grande partie

des déchets liquides de la ville d'Abidjan. Elle présente un degré très élevé de pollution et dégage une odeur nauséabonde (Attahi, 2001). Dans ces quartiers, la proximité géographique de la lagune détermine souvent l'attitude et le comportement des ménages dans la gestion des ordures ménagères. En effet, les ménages situés à proximité de la lagune perçoivent celui-ci comme une décharge d'ordures. Par conséquent, les déchets sont déversés dans les canaux d'évacuation traditionnels, qui sont à leur tour acheminés dans la lagune en temps de pluie. Certains ménages jettent les ordures dans les eaux de ruissellement qui vont se déverser dans la lagune. D'autres les mettent dans des sacs qu'ils jettent dans les rues. Plusieurs raisons expliquent cette situation insalubre, notamment le manque de sensibilisation au problème d'hygiène (Kopieu, 1996), l'éloignement des points de collecte des déchets (Komenan, 1996).

Aussi, la pré-collecte des ordures de porte à porte (Sané, 2002), effectuée par des particuliers, n'est pas pratiquée par tous les ménages. Car le coût (2000 par mois), est difficilement supportable pour la plupart de ces ménages. Cette raison, essentiellement d'ordre économique amène certains ménages à déverser les déchets dans les rues, les ruelles et les terrains vagues du quartier, augmentant ainsi les risques de contamination. Certains habitats dans les deux quartiers précaires (Koumassi campement et Boribana) sont difficilement accessibles par les camions de ramassage. C'est donc les motos des agents pré-collecteurs d'ordures qui y accèdent. Cette situation rend plus exposé à la prolifération des dépôts puisque plusieurs ménages pauvres n'ont pas les moyens de s'abonner avec eux.

Les personnes vivant dans des conditions défavorables supportent la plus lourde part du fardeau des problèmes environnementaux qui affectent les centres urbains (Hardoy *et al.*, 2001). À Abidjan, la probabilité de mourir entre 1 et 5 ans serait de 15 fois plus élevée dans l'habitat précaire que dans l'habitat de standing (Gueu, 1993). La vie dans les quartiers précaires devient ainsi un sujet très important qui interpelle aussi bien les chercheurs, les décideurs que les urbanistes en charge de la gestion des centres urbains.

Resilience face à la vulnérabilité des populations: La vulnérabilité suppose que les populations sont pauvres et leur action est limitée, cela par de nombreuses insuffisances apparentes dans la gestion des déchets solides et liquides. On observe un envahissement des rues et des terrains vagues par des dépôts d'ordures sauvages, des déversoirs d'eaux usées et des eaux stagnantes abritant des gîtes larvaires de moustiques. En effet, l'assainissement est individuel et une grande partie des ménages n'ont pas recours aux services d'enlèvement des ordures ou ne disposent pas d'infrastructures adéquates pour évacuer les eaux usées. Dans ces quartiers défavorisés, aucun système d'évacuation des eaux usées n'est construit véritablement. Dans ces conditions deux possibilités s'offrent aux populations riveraines : l'évacuation des eaux dans les rues et l'utilisation des fosses construites de manière artisanale (Strauss *et al.*, 2000).

Pourtant, la gestion de déchets inclut leur collecte, leur transport jusqu'à un site, et leur traitement, elle peut aussi inclure le nettoyage des rues, le ramassage s'effectue dans des poubelles domestiques ou collectives, vidées périodiquement dans une benne à ordures ménagères qui assure le transport ; Dans les quartiers précaires comme Koumassi campement et Boribana cette procédure est souvent insuffisante. De tout ce

qui découle de l'analyse qui est faite sur la condition de vie dans les quartiers d'habitats précaires (Koumassi campement et Boribana), il a été relevé que les problèmes et les besoins essentiels des populations sont en matière de gestion de l'assainissement, d'équipements collectifs de collecte. Ces problèmes augmentent la vulnérabilité des populations et accroît les risques sanitaires dans ces quartiers.

Du point de vue sanitaire, le risque lié à l'insalubrité présente le paludisme, la diarrhée, la fièvre typhoïde comme les pathologies récurrentes ; à cela s'ajoute de nouvelles pathologies comme les difficultés respiratoires, l'hypertension et l'anémie chez les enfants liés aux eaux usées mal drainées relevés. Cela est corroboré par les études de (Ersey *et al.*, 1991) qui démontrent que le déficit de drainage et d'évacuation des eaux usées domestiques, observé dans les milieux précaires est un facteur de maladies, notamment les syndromes pseudo palustres et diarrhéiques. En effet, les eaux de mauvaise qualité, l'assainissement précaire et la mauvaise hygiène contribuent pour une grande partie dans la détérioration de la santé des populations. Ce résultat est souligné par les travaux réalisés par Cissé *et al.* (1998), Bartlett (2003) et WHO (2005) qui ont montré que les milieux pauvres des pays en développement sont les plus touchés par les maladies diarrhéiques surtout la frange des enfants de moins de 5 ans. Face à l'ensemble des problèmes d'insalubrités susmentionnés, les populations développent des stratégies pour essayer d'y remédier. Malheureusement, la capacité de résilience de celles-ci est faible et limitée. En effet, les chefs de ménages ont dans leur majorité un revenu faible. Donc de nombreux ménages ne peuvent pas doter leurs habitats de qualité avec les commodités d'aisance adéquates qui permettent une vie décente. Face à cette difficulté, les ménages cohabitent avec les eaux usées domestiques qui stagnent derrière les habitations, parce que rien n'est fait pour recevoir ces eaux ou parce que les puits traditionnels fabriqués par ceux-ci sont endommagés. Pour la gestion adéquate des eaux usées et des eaux pluviales, des puits perdus, des fosses septiques, un réseau d'égout et quelques caniveaux ont été réalisés.

Cependant, ces infrastructures d'assainissement sont insuffisantes avec l'affluence démographique. C'est pourquoi, les problèmes d'assainissement demeurent sans solution. Les ménages sont donc livrés à eux-mêmes car aucune mesure de réglementation de la gestion des eaux usées et des eaux pluviales n'est en vigueur. Aussi, les actions des acteurs publics étatiques (Mairie, District, Ministère de l'environnement etc) impliqués dans la gestion de l'environnement sont faibles, limitées et rendue complexe. Cette complexification de la gestion des déchets réside dans l'opacité des pratiques et de la multiplicité des acteurs. Ainsi, les acteurs sont mal identifiés quant aux rôles qu'ils jouent. L'information sur la gestion des déchets étant assez complexe, de nouveaux modes de gestion se créent, favorisant la création d'emplois (précollecteurs, ramasseurs, etc.) Mérimo (2007). Par exemple, à Koumassi-Campement cinq (5) associations reconnues s'occupent de la gestion des ordures à part la Mairie. Ce sont: le DOMIK, le SPK (Société de Précollecte de Koumassi), le CLEAN MASTER, les indépendants et le PROMIK (Précollecte d'ordure ménagère et industrielle de Koumassi). Ces associations ont été créées parce que les femmes n'arrivaient pas à verser les ordures dans les camions d'ordures dans la mesure où l'accès est difficile pour collecter les ordures par la Mairie. Par ailleurs, celles-ci

reçoivent une formation de l'USAID (United States Agency International Development). Ces associations travaillent dans des conditions difficiles bien qu'elles soient rémunérées chaque mois à hauteur de 2000f par les femmes dont les elles prennent les ordures. Malgré tout cela, le ramassage est insuffisant, toutefois la filière de gestion des ordures à Abidjan se fait en trois étapes : la précollecte, la collecte et le traitement. Dans les PED (Pays en voie de Développement, les deux premières étapes n'excèdent souvent pas un ramassage de 60 % des déchets produits (Ngnikam et Tanawa, 2007) contre plus de 90 % dans les pays développés. On cite le taux de 51 % de collecte effective des déchets produits actuellement à Abidjan (ANASUR, 2009).

Conclusion

A travers cette étude qui a pour thème: «Profil environnemental des quartiers précaires urbains : cas de Koumassi Campement et Boribana dans le district d'Abidjan», notre préoccupation a été de faire ressortir par le biais du profil environnemental des quartiers précaires de Koumassi Campement et Boribana les comportements à risques des populations. Pour rendre les résultats de cette étude plus objectifs, nous avons eu recours à des outils de collectes de données et des méthodes d'analyse. Les résultats obtenus sont les suivants : la perception et la conscience environnementale des populations de l'environnement, la résilience des populations face à leur vulnérabilité et les comportements à risque des populations. En effet, les perceptions et la conscience environnementale des populations sur l'environnement se rapportent à la perception des risques de l'insalubrité de leur cadre de vie et leur vulnérabilité. Ainsi, l'action combinée des divers facteurs environnementaux et des conditions sociales et économiques expose les populations à des risques de contraction des maladies telles que le paludisme et la diarrhée. Ainsi, les populations riveraines ont adopté alors des stratégies d'adaptation à la dégradation de leur environnement.

Malheureusement, ces stratégies semblent inefficaces face au phénomène de dégradation de l'environnement qui ne cesse de prendre des proportions plus inquiétantes. A cet effet, l'étude révèle de nombreuses insuffisances dans le système de gestion des déchets solides et liquides. En effet, un envahissement des rues et des terrains vagues par des dépôts d'ordures sauvages, des déversoirs d'eaux usées et des eaux stagnantes abritant des gîtes larvaires de moustiques renforcent la précarité de la vie. De ce qui précède, le phénomène est omniprésent à cause de la persistance des maladies infectieuses et palustres. Pour faire face à ce phénomène, une recherche-action doit être mise en œuvre pour explorer un nouveau terrain d'investigation, et comprendre les rôles et les responsabilités des autorités étatiques et locales dans la gestion l'insalubrité et du cadre de vie des populations du district d'Abidjan et en particulier celles des quartiers péri-urbains.

REFERENCES

- Anasur (Agence nationale de la salubrité urbaine) 2009. *Données de collecte des ordures dans les communes d'Abidjan*, Abidjan, 13 p.
- Attahi 2001. *Problématique de l'urbanisation et les défis de la gestion municipale en Afrique Occidentale et Centrale*. Programme de Gestion Urbaine, BNETD, Abidjan. 23p

- Bartlett, S. (2003). *Water, sanitation and urban children: the need to go beyond "improved" provision*. *Environment and Urbanization*, 15, pp. 57-70. DOI : 10.1177/095624780301500220
- Chapitoux, J. P., Houssier, S., Gross P., Bouvier, C., Brissaud F. 2002.- Etude de la pollution de l'eau souterraine de la ville de Niamey, Niger. *Bulletin de la société de pathologie exotique (Bull. Soc. Pathol. Exot.)* Vol. 95, n° 2, PP. 119-123. OMS, 2006,
- Cissé, G., L-Y., Mayestre, P. Odermatt et M, Tanner. (1998). *Spatial distribution of diarrhoea and risk factors among children under five in Ouagadougou (Burkina Faso)*, Proceeding of the 1st World congress of Health and Urban Environment, Madrid, Spain, Juillet 6-10,
- Gueu, D.G. (1993). *Épidémiologie des maladies infectieuses transmises par voie hydrique à Abidjan*. Thèse Pharmacie, Univ. Abidjan, 211 p.
- Hardoy, J., Mitlin, D. and Satterthwaite, D. (2001). *Environmental problems in an urbanizing world Finding solutions for cities in Africa, Asia and Latin America*. London, Earthscan Pub. 448 p
- Herischen, D. Ruwaida, M. et Blackburn, R. (2002). Répondre au défi urbain. Population Reports. Série M, Numéro 16. Info Project. Maryland, USA. 23 pages.
- Ibrahim, S., Moussa, K., Doulo, T., Brama, K., Khadijatou, B., Ould, B., Benjamin, F., Bassirou, B., Marcel, T et Guéladio, C. (2014). « Eau, hygiène, assainissement et santé dans les quartiers précaires à Nouakchott (Mauritanie) : contribution à l'approche écosanté à Hay Saken » in *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Hors-série 19 | août 2014, mis en ligne le 11 août 2014, consulté le 14 septembre 2018. URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/14999> ; DOI : 10.4000/vertigo.14999
- Ersey, S.A., J. B. Potach, L. Robert et C, Shiff (1991), *Effects of improved water supply and sanitation on ascariasis, diarrhoea and trachoma*. Bulletin of world health organization, 69, pp. 609-621
- Komenan, W. (1996). *Analyse de la situation concernant l'approvisionnement en eau potable et la pré-collecte des ordures ménagères des quartiers de Yaoséhi et Doukouré à Yopougon*. Rapport d'étude PNUD-Banque Mondiale.
- Ngnikam, E. et Tanawa, E. (2007), *Les villes d'Afrique face à leurs déchets*, UTBM, Belfort-Montbéliard, 280 p.
- Noubouwo, A. (2014). *Développement urbain et stratégies d'acteurs dans les quartiers précaires de Douala*. Thèse présentée pour obtenir le grade de Philosophiae Doctor, Ph. D. Études urbaines. Programme offert conjointement par l'INRS et l'UQAM
- OMS. (2006). Les facteurs environnementaux sont la cause de 24% de maladies, <http://www.futura-sciences.com> [Consulté le 6 Septembre 2006] UN-Habitat, 2001
- Sane, Y. (2002). La gestion des ordures à Abidjan: Un problème récurrent et apparemment sans solution, in *African Journal of Environmental Assessment and Management*,
- Satterthwaite, D. (1996). Les villes sales. *Vivre autrement* n°4, 4 juin 1996, dossier : Environnement.
- Strauss M., U, Heiness et A. Montangero. (2000). *On-site sanitation: When the pits are full. Planning for resource protection in faecal sludge management, Proceedings of the Int. Conference*, Bad Elster, 20-24 Nov., 9 p.
- Tonon, F. (1997). *Contribution à l'étude de l'environnement en République du BENIN : espace urbain et gestion des déchets solides dans la ville de Cotonou*, thèse de doctorat, 3^e cycle, Dakar, 309 P.
- UN-Habitat. (2001). *Cities in a globalizing world : global report on human settlements 2001*. London. Earthscan..
- UNESCO (2003).- Faits et Chiffres : Approvisionnement en eau et assainissement. http://www.unesco.org/année_internationale_de_l'eau_douce.html. [Consulté le 5 juin 2006]
- World Health Organization (WHO). (2005). *Communicable diseases surveillance and response (CSR), Diseases outbreak report, Yellow fever in Côte d'Ivoire*,
- Zoro, E-G. (2001), *Apports de l'information géographique dans l'élaboration d'un indicateur de développement urbain : Abidjan et l'île de Montréal*. Thèse de doctorat, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 134 p
